

MOUSSA TOUATI À MASCARA : «Ils ont assuré leurs arrières sur l'autre rive»

Moussa Touati sera très critique envers le pouvoir dans son intervention qui a duré 30 minutes, ce jeudi matin à la salle El-Feth de Mascara archicomble.

Ceux qui sont au pouvoir ne se sentent plus concernés par l'Algérie, une fois qu'ils ont quitté celui-ci, car ayant assuré leurs arrières sur l'autre rive, aura-t-il déclaré.

Le leader du FNA a, au cours de toute son intervention, tiré à boulets rouges sur ceux à qui il reprochera d'avoir confisqué la parole au peuple, en s'interrogeant : «Où est la démocratie quand on ne respecte pas la volonté populaire et qu'on continue à pratiquer la fraude !». Depuis 46 ans, poursuivra-t-il, on a fait abstraction de la souveraineté populaire et on continue à mentir au peuple.

C'est une minorité qui monopolise la décision dans notre pays, où tout est faux, ajoutera Moussa Touati. Il prônera l'alternance entre les générations. Abordant le volet recettes pétrolières et gazières, il fera remarquer que les réalisations sont en disproportion avec celles-ci. Et là, il ouvrira une parenthèse sur la réalisation de un million de logements annoncée et l'auto-route Est-Ouest.

Sur ce dernier point, il questionnera l'assistance. «Les laboratoires algériens ont-ils certifié que l'auto-route Est-Ouest répondra aux normes internationales.» Il écorchera ensuite l'administration en annonçant qu'on a fait appel aux entreprises et commerçants pour collecter de l'argent destiné à la campagne électorale. «Quelle sera alors la compensation», demandera Touati. «Elle se fera, répondra-t-il, sous forme d'allègement d'impôt, alors que celui-ci devrait être destiné à la construction d'écoles et hôpitaux.»

Toujours dans le volet critique de l'administration, il fera savoir que sa composante est souvent épargnée, alors que les élus comme les P/APC par exemple, ne cessent d'être poursuivis en justice.

Qui d'entre vous n'a pas été contraint de faire dans la corruption avec l'administration», s'interrogera-t-il. Il évoquera également la presse qui, soulignera-t-il, fait face à des pressions et des tentatives de bâillonnement.

Certains journaux sont privés de publicité et l'on veut ainsi les asphyxier financièrement, lancera-t-il. Le quotidien de l'Algérie est fait de misère, maladies et autres maux. Voilà pourquoi le FNA veut changer les choses. Je représente cette alternative, conclura Moussa Touati.

M. Meddeber

LES MILITANTES DU FFS L'ONT DÉCLARÉ CE JEUDI :

«Nous n'acceptons pas le marchandage électoral»

Les militantes du Front des forces socialistes (FFS), réunies ce jeudi, ont appelé les Algériennes à boycotter l'élection présidentielle et à s'engager dans le combat pour le respect de leurs droits.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les militantes du FFS ont, dans le cadre du Forum national des débats, assisté à une série de conférences sur le thème du droit de la femme, animées par des enseignants universitaires.

Les participantes ont adopté lors de cette rencontre une résolution et exprimé leur solidarité avec les femmes palestiniennes, «courageuses

et résistantes à la violence, à la sauvagerie et au chantage alimentaire que leur impose l'armée israélienne».

Les militantes du Front des forces socialistes rendront, par ailleurs, hommage aux femmes qui s'étaient engagées dans la guerre de Libération nationale. «A l'indépendance, l'ingratitude, les habitudes, les pesanteurs sociales ont pris le pas sur le rêve

commun, celui d'un pays libéré et d'une société juste», commentent, cependant, les militantes du FFS dans leur résolution.

«Notre fidélité aux idéaux de liberté et de justice nous impose de saluer la mémoire des militantes de 1963 qui, après avoir subi l'arbitraire colonial, ont subi celui de l'ordre établi», déclarent les militantes du FFS.

Ces dernières noteront, qu'en dépit des débats organisés autour du code de la famille, «celui-ci est toujours consacré par des institu-

tions illégitimes». Les présentes souligneront la situation de précarité que vit la femme algérienne.

Les militantes du FFS appelleront ainsi à une mobilisation pour «que la femme cesse d'être un simple jouet de l'Histoire livrée à la servitude ou à la prostitution.»

Ces dernières disent, en outre, saluer la résolution du boycott du scrutin présidentiel prise par le parti.

«Nous considérons que cette décision révolutionnaire est juste. Une décision qui s'inscrit dans le prolongement du

combat de Libération nationale et du combat pour la démocratisation de l'Etat et de la société»,

souligne le FFS dans sa résolution, tout en appelant les Algériennes «à boycotter ce scrutin et à s'engager dans le combat pour le respect des droits».

Les femmes militantes du Front des forces socialistes étaient réunies ce week-end dans le cadre du Forum national des débats conformément aux résolutions du quatrième congrès du parti.

F.-Z. B.

MOHAMED DJAHID YOUNSI :

«Le chômage ne concerne pas uniquement Oran, c'est un phénomène national»

Tout au long de la distance parcourue à pied par Djahid Younsi, dans le cadre de sa visite électorale à Oran, passant par l'artère principale du centre-ville, la rue Larbi-Ben-M'hidi, jusqu'à la salle El-Feth, où il a animé son meeting, les regards ahuris des passants n'ont pas quitté «ce marcheur».

Ben Aziz - Oran (Le Soir) - Une fois dans la salle, le candidat a prélué son discours en déclarant que son «programme est destiné particulièrement aux jeunes ; ceux qui constituent la majorité de la population», et qui selon lui, «n'ont pas réussi, jusque-là, à obtenir leurs droits».

Après avoir dressé un tableau noir sur la situation

actuelle du pays, Younsi s'est interrogé sur la véracité des statistiques avancées par le gouvernement, concernant le nombre de logements réalisés et les postes de travail créés. Il a déclaré dans ce contexte que «les chiffres annoncés ne reflètent nullement la situation dans laquelle vivent les habitants des villes visitées», ajoutant que «la misère et le chômage règnent partout dans le pays».

Selon Djahid «la jeunesse est toujours victime des pratiques de nos politiciens», disant que «le toxicomane est une victime... au même titre que le harrag».

Selon le candidat à la présidentielle «la rumeur qui circule, faisant état d'une situation de travail meilleure à l'est du pays

par rapport à celle vécue à l'ouest, celle-ci est fictive et le taux de chômage en Algérie est le même, le taux du chômage a été maîtrisé à seulement 10%».

Le candidat a promis lors de son discours d'octroyer une attention particulière au corps de l'éducation, affirmant que «le salaire minimum des enseignants ne sera pas inférieur à 50 000 DA».

Déclarant également «fixer le SNMG à au moins 25 000 DA», ajoutant qu'«une indemnité de 70% de la valeur du SNMG sera allouée aux jeunes chômeurs jusqu'à leur insertion ainsi qu'aux étudiants», s'il sera élu bien évidemment.

Le candidat Younsi a expliqué que son programme prévoit pour la femme au foyer des

subventions assez suffisantes afin de lui permettre de concrétiser ses projets et pouvoir travailler à domicile, il a également souligné qu'elle peut même toucher une indemnité de l'ordre de 30% du SNMG, soit 7000 DA par mois, sans être obligée de travailler. Lors d'un point de presse, Mohamed Djahid Younsi a expliqué qu'«à chaque fois que cela sera nécessaire, des référendums seront organisés pour donner l'occasion au peuple algérien de décider... à ce moment ni le gouvernement ni même le Parlement ne décideront à sa place».

D'autre part, Younsi a déclaré qu'il a l'intention de réduire la période du service national à 6 mois seulement.

B. A.

BOUIRA

Ouyahia invite les derniers terroristes à se rendre

Une semaine après le début de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2009, les partisans d'un troisième mandat pour le président de la République Abdelaziz Bouteflika, à Bouira, ont réuni une foule nombreuse constituée de simples citoyens, d'entrepreneurs, de notables de la région et d'imams de zaouïa, ainsi que des représentants des trois partis de l'Alliance présidentielle, à la salle de spectacles de la nouvelle Maison de la culture, et ce, à l'occasion du meeting électoral animé par Ahmed Ouyahia, Premier ministre et secrétaire général du RND, au profit du candidat indépendant.

Prévu à 14h, le meeting débutera à 15h dans une salle archicomble où des portraits de Bouteflika étaient brandis par des jeunes et des moins jeunes. Des chansons étaient diffusées à forts décibels durant la longue attente du public.

Abordant le passé glorieux de la région, Ouyahia parlera du combat des hommes et des femmes, lors de l'occupation coloniale et durant la guerre de Libération nationale, en citant

El-Mokrani, Lalla Fadhma N'soumer et les penseurs en théologie de la région, tels que Hassan M'chedalli, Taâli et El-Adjroumi.

Et pour la dernière décennie, il ne manquera pas l'occasion de rendre hommage à Cheikh El-Mekhfi et à tous les Patriotes qui ont résisté aux côtés des services de sécurité, afin de rétablir la paix et la sécurité, dans la région, notamment à Zerber et Lakhdaria et dans

l'ensemble du pays.

«L'Algérie a 25 siècles d'existence. Nous sommes des musulmans et nos grands-pères étaient musulmans sunnites.

Alors il faut cesser de jouer et d'exagérer avec la religion», lancera-t-il à l'adresse de l'assistance. Il invitera ceux qui sont encore dans les maquis à se rendre et à accepter l'offre de réconciliation, car, selon lui, le terrorisme n'a rien à faire valoir.

Concernant la situation sécuritaire dans la région de Kabylie, le Premier ministre notera que ce phénomène n'a pu toucher la région qu'après les événements de 2001, au cours desquels plusieurs jeunes sont morts.

Poursuivant son discours, le responsable du RND a parlé de

tamazight et de la revendication identitaire, en disant que c'est durant les deux mandats de Bouteflika que la langue amazigh fut constitutionnalisée et introduite à la télévision, par la création d'une chaîne de télévision, entièrement consacrée à la culture amazigh.

Le dernier point abordé a été l'appel au vote massif le 9 avril prochain. Selon lui, le pouvoir ne craint pas le boycott, mais le laisser-faire et le comportement négatif des électeurs, en allant pas aux urnes, croyant ainsi que le résultat est acquis d'avance. Cependant, sous l'effet des applaudissements, Ouyahia n'a pas hésité à dire : «On sait que c'est le président qui va passer.» Il dira que l'événement sera fêté après l'annonce des résultats du scrutin.

Amine Han